

Projet Pure Salmon France (PSF)

Il s'agit d'un projet de ferme-usine aquacole terrestre au Verdon-sur-Mer sur un site industriel clé en main. En 2020, le Gouvernement avait lancé 127 sites industriels clé en main permettant d'accélérer les procédures de mise en place.

Au Verdon, le porteur de projet est Pure Salmon France, société détenue par un fonds d'investissement domicilié à Singapour. Le dirigeant actuel Paul Miliotis, président du conseil d'administration, a commencé sa carrière à la Deutsche Bank à Londres, puis il a travaillé dans les finances d'entreprise et les marchés financiers. Ce qui laisse à penser que ce projet à 275 millions € est avant tout financier même si le but déclaré est de produire 10 000 tonnes de saumons par an dans une installation de 24 bassins de 20 de diamètre et 7 m de profondeur sur un terrain disponible de 14 ha.

Il est important de rappeler que l'estuaire de la Gironde demeure le dernier estuaire naturel d'Europe avec un parc naturel marin à 8 m et une zone Natura 2000 à proximité.

Ce projet a été dénoncé notamment par l'association Eau Secours Agissons représentée par Esther Dufaure et Alice Soulier assignée en justice pour diffamation, procédure bâillon, heureusement relaxées par le tribunal correctionnel en décembre dernier mais PSF a fait appel du jugement

L'association Pays Royannais Environnement (rive droite de la Gironde) que je préside et la Sepanso vont organiser des réunions publiques d'informations dont celle du 20 avril 2024 au Verdon. Nous souhaitons démontrer l'incompétence des porteurs de projet et leurs contradictions comme un démarrage de l'activité en 2025 mais après 3 ans de travaux pour aménager le site ou comme le manque d'expérience d'une exploitation d'une telle ampleur (10 000 tonnes par an) alors que PSF produit 450 tonnes par an en Pologne.

PSF annonce pomper l'eau nécessaire aux bassins à 30 m en profondeur qui est une eau saumâtre qu'il faudra dessaler. Le futur exploitant a l'outrecuidance de déclarer que « l'eau rejetée sera plus pure que l'eau puisée ». Néanmoins, la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Nappes Profondes a émis un avis défavorable en novembre 2023. Rappelons que PSF avait déjà dû renoncer à s'implanter à Boulogne-sur-mer face à la fronde locale et parce qu'il avait sous-estimé la question de l'eau, envisageant de se servir sur le réseau public.

Les besoins en électricité sont considérables pour dessaler l'eau et maintenir les bassins à 12 °C. La consommation annuelle estimée serait de l'ordre de 100 Gwh à 120 Gwh, (équivalente à la consommation d'une ville de 50 000 habitants). PSF déclare produire de l'électricité « verte » à partir de panneaux photovoltaïques dont l'intermittence ne permet de produire que 30 % des besoins.

Concernant la nourriture des saumons, PSF affirme dans un tract qu'il a fait distribuer dans les boîtes aux lettres du Nord Médoc que l'alimentation sera « produite en France et issue de la pêche et de l'agriculture européenne » mais Frédéric Carlier, chef de projet technique PSF, déclare lors d'une réunion publique que 75% du végétal dont du soja proviendrait d'Amérique du Sud et 25% de farines certifiées de protéines animales (poisson atlantique nord). Les porteurs du projet proclament que l'élevage sera sans antibiotiques ni vaccin mais si le vétérinaire des services de l'État l'exige les saumons seront traités !

La promesse de créations de 250 emplois directs au Verdon (1350 habitants) et à 30 minutes de l'élevage fait que les maires des communes de la CDC Médoc Atlantique sont ravis mais peu attentifs vu que la promesse n'était que de 160 emplois à Boulogne / mer pour une même quantité de saumons produits. Actuellement il n'y a pas de problèmes d'emplois au Verdon car l'offre d'emplois est supérieure à la demande. En revanche, le manque de logements est un problème majeur pour le maire qui a pris un arrêté pour modifier le PLU et construire des logements. En attendant, le technicien du projet évoque la possibilité de solliciter les résidents secondaires. Qui peut croire que les propriétaires loueront à l'année dans une station balnéaire !

Les élus des stations balnéaires royannaises (rive droite) sont attentistes excepté la maire de Meschers-sur-Gironde qui a fait voter à l'unanimité une motion d'opposition au projet PSF. Mais le Grand Port de Bordeaux propriétaire du site industriel soutient sans réserve PSF.

Les associations de défense de l'environnement craignent une eutrophisation du milieu (algues vertes) causée par les phosphates rejetés, des dégagements d'ammoniac et de dioxyde d'azote dans une région encore naturelle. La dégradation du milieu risque de nuire au tourisme et à la pêche artisanale de poissons nobles (soles, bars, maigres).

Gérard BUNEL / 14.10.2024